

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Forces Militantes pour la Démocratie et le Socialisme

Document d'orientation adopté par la coordination nationale le 12 Juillet 2006

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : jeudi 10 août 2006

Démocratie & Socialisme

CE QUE NOUS SOMMES

Depuis le Congrès de Dijon et la constitution de « Forces Militantes » associée depuis à « Démocratie et Socialisme », nous n'avons cessé, en tirant pleinement les leçons du 21 avril 2002 :

- ▶ d'affirmer qu'il fallait engager un travail en profondeur pour définir, avec d'autres, le cadre d'une transformation sociale radicale, et que ce travail pouvait et devait se faire à l'intérieur du PS et dans toute la Gauche,
- ▶ d'être fidèles aux engagements que nous avons pris devant les militants ; cela s'est fait en particulier à l'occasion de la campagne pour le non au traité constitutionnel, à laquelle nous avons pris toute notre part comme représentants du « Non Socialiste » ; de même, nous avons voté contre la synthèse au Mans, persuadés que cette synthèse molle ne répondait pas aux attentes du peuple de gauche. De la même façon et pour les mêmes raisons, nous nous sommes prononcés contre le « projet » du PS intitulé « Réussir ensemble le changement »
- ▶ de faire des propositions à l'intérieur et à l'extérieur du parti pour définir les axes de cette transformation, comme en témoigne notre projet alternatif « Pour une VIe République Sociale ».

Aujourd'hui, forts des encouragements multiples que nous avons reçus à l'occasion de la diffusion et de la défense de ce projet alternatif ou de nos participations aux mouvements sociaux récents, en particulier de la lutte contre le CPE, nous sommes prêts à oeuvrer activement non seulement pour que la Gauche l'emporte en 2007, mais qu'elle porte durablement l'espoir de ceux qui souffrent et de ceux qui veulent changer le monde.

UN PROJET DU P.S. LARGEMENT INSUFFISANT

La Convention Nationale du PS sur le « projet » qui s'est tenue samedi 1er juillet a adopté le texte « Réussir ensemble le changement ».

Sans enthousiasme, ni mobilisation particulière, et sans qu'aucun amendement conséquent n'en ait amélioré le contenu, le « projet » a été adopté.

Chacun aura pu noter une faible participation au vote, y compris chez les « nouveaux adhérents du projet », ainsi qu'une part non négligeable de votes contre et d'abstentions.

Compte tenu du calendrier imposé, le projet n'a pu être ni lu ni discuté sérieusement. Notre projet alternatif « Pour une VIe République sociale » n'a pas été porté à la connaissance des militants et tous nos amendements, parce que jugés incompatibles avec la synthèse du Mans, ont été rejetés par le Bureau National, et par la Commission des Résolutions !

Comment peut-on proposer au peuple de gauche qui n'a cessé de manifester ses attentes et ses aspirations dans la rue de 2003 à 2006, et dans les urnes de 2004 à 2005 un « projet » aussi modéré ?

Il fallait un projet infiniment plus hardi en 2007 qu'en 1997 et en 2002 pour répondre aux urgences sociales, aux dénis de justice, aux inégalités profondes, aux exigences populaires.

A la Convention Nationale, il y a même eu une « explication » sur le financement du dit « projet » et le « coût » censé correspondre à celui-ci en... 5 ans. Ce « financement » projeté démontrait combien il n'y aurait pas de changement sauf à la marge... Là, c'était encore plus nettement sans nuance, une adaptation très à la marge du capitalisme, financé par « la croissance », sans même qu'il soit question de reprendre au capital les immenses profits qu'il a effectués ces dernières années... Or ce « projet » non seulement n'envisage pas de réelle redistribution, mais se défend déjà de n'avoir pas les marges de manoeuvre suffisantes, accuse la droite de nous laisser des caisses vides et de nous empêcher par avance d'agir...

Le fait même de chiffrer un « projet » et non un programme pour solliciter un brevet de bonne gestion revient à céder par avance aux pressions idéologiques de la droite et du patronat.

C'est pour toutes ces raisons que nous avons appelé à voter contre ce texte.

Mais rien n'est achevé : ce « projet » va se heurter aux attentes des salariés, de la gauche toute entière et de nos électeurs.

Il abandonne de fait la retraite à 60 ans ; il ne propose pas de loi pour rapprocher la durée du travail des 35 heures légales, ni de contrôle sur les licenciements boursiers et abusifs, ni de vraies mesures contre la précarité ; il se limite de fait à une hausse modeste du SMIC (en brut et même pas à euros constants) « le plus vite possible » ; il ne renonce pas à ce présidentialisme qui pourrit la vie politique, et il n'apporte aucune garantie sur la réécriture générale du projet de constitution européenne, et notamment celle du Titre 1.

Sous la pression sociale, il y aura forcément discussion, confrontation, et aucun candidat ne pourra se présenter sans clarifier toutes les zones d'ombre, sans percuter ce « projet ». De plus, on y cherche vainement les mesures structurelles permettant de rompre avec les logiques dominantes du capitalisme financier et notamment par un contrôle public sur les secteurs clés de l'économie. Le vrai projet socialiste est devant nous !

FACE A UNE SITUATION DRAMATIQUE, UNE GAUCHE DESEMPAREE

La situation du pays se dégrade de manière dramatique : La droite continue d'empiler des mesures scandaleuses que ce soit vis-à-vis des cadeaux faits aux riches et aux entreprises, de l'immigration, de la prévention de la délinquance, de la liquidation du service public. Les banderoles des manifestations à peine repliées, de nouveaux scandales se développent au sommet de l'Etat, menaçant le président de la République lui-même. La crise du régime s'approfondit, à tel point que, même à droite, certains disent clairement qu'il n'est plus possible que ce gouvernement dure jusqu'en avril 2007 et que les institutions de la Vème République ne permettent plus de résister au mouvement social, ni d'endiguer la crise du régime. Il faut que des voix s'élèvent pour dire haut et fort ce que chacun pense à gauche : Il faut changer de société et ne pas se contenter de changer la société, surtout à la marge.

Lors de la rencontre nationale que nous avons organisée le 29 avril 2006 pour présenter et débattre de notre projet alternatif, lors d'un débat auquel participaient plusieurs représentants de la Gauche (Les Verts, PCF, Collectifs du 29 mai, UFAL), ainsi qu'Arnaud Montebourg, Henri Weber, Jacques Généreux pour la gauche du Parti, la plupart des participants ont constaté l'ampleur de nos points de convergence, à quelques formulations près, en s'interrogeant : pourquoi, alors que la gauche antilibérale est majoritaire au sein de la gauche, pourquoi ne parvient-elle pas à s'unir et à faire le nécessaire pour imposer programme et candidats qui correspondent à nos attentes communes sur le fond... Cette question reste entière aujourd'hui et le fait de ne pas y répondre suscite de plus en plus d'inquiétude chez les militants, nouveaux ou anciens adhérents, et chez nos sympathisants.

Au sein de notre parti, la gauche du parti s'est divisée après la synthèse du Mans, même si le souhait d'unité reste très fort à la base. Et ce n'est pas forcément la multiplicité des candidatures à la présidentielle qui va redonner le moral aux militants !

Hélas, le reste de la Gauche subit les conséquences de la présidentialisation de la vie politique : Chacun privilégie une candidature qu'il estime être une condition de survie de sa formation politique. L'élan spontané et ouvert qui avait présidé à la constitution des collectifs unitaires pour le Non au référendum ne parvient pas à trouver un débouché politique. Même la recherche d'une « candidature unitaire anti- libérale à la gauche du PS » ne repose sur aucun élan politique réel et se perd dans les contradictions sur les attitudes à avoir par rapport à la principale force d'opposition de gauche, à savoir le PS.

NOTRE APPEL

Aussi, nous lançons cet appel tant aux militants du PS qu'à tous ceux, à gauche, qui ne se résignent pas à la division, aux politiques dictées par les sondages et aux projets tièdes et ambigus de réformes à la marge : C'est pourquoi, pour la présidentielle, nous appelons à soutenir le candidat ayant le mieux tiré les leçons du 21 avril 2002, le plus à même de réunir toute la Gauche et de créer par là un vrai mouvement de transformation sociale, à savoir Laurent Fabius. Il réunit ainsi toutes les conditions pour l'emporter.

Quels que soient nos différends politiques, nous faisons le constat suivant :

- ▶ Nous nous sommes retrouvés sur la même ligne lors de la campagne pour le Non au référendum sur le traité constitutionnel
- ▶ L'ensemble des déclarations qu'il a faites à l'occasion du travail sur le projet met l'accent sur l'ampleur des changements à opérer et affirme une ligne politique socialiste, laïque et républicaine, s'opposant au blairisme qui permet de rassembler aisément toute la Gauche et de répondre aux attentes qui s'expriment au sein du peuple de gauche.

Nous pensons que, plus il aura de soutiens à gauche, plus ses prochaines propositions programmatiques seront susceptibles de répondre à nos attentes. Cela ne nous empêche pas de rester nous-mêmes et de nourrir à partir de nos positions le débat politique chaque fois qu'il le faudra. Nous pensons qu'il est important de participer activement et le plus tôt possible à la campagne interne qui s'annonce.

Nous réitérons aussi avec force la position affirmée dans notre projet : Privilégier la discussion sur le fond avec les autres forces de gauche qui acceptent de gouverner ensemble plutôt que les postures médiatiques et personnelles. Pour cette discussion, tous les apports seront bienvenus. Pour que cette discussion soit fructueuse, il faut qu'elle porte tout à la fois sur :

- ▶ Les mesures d'urgence sociale et la réduction des inégalités
- ▶ La redistribution des richesses
- ▶ La défense et le développement des services publics
- ▶ La refondation de notre République
- ▶ Un projet européen clair et ambitieux pour ses citoyens
- ▶ La lutte contre le capitalisme financier
- ▶ Le sauvetage de la planète

On devrait déboucher non seulement sur un accord de gouvernement, mais, sous une forme ou sous une autre, sur une vision commune de la société nouvelle à construire et sur les moyens d'y parvenir.

Sur tous ces points, il s'agit non seulement d'être clairs pour faire en sorte que ce programme et que cette vision parlent à tous, en particulier à tous les salariés, mais aussi il ne faut pas hésiter à se montrer audacieux et novateur, pour bien montrer la capacité d'entraînement et de vraie rupture de la Gauche.

Dans cet esprit, les élections de 2007 doivent ouvrir une alternative politique ; elles doivent constituer le point d'appui d'un mouvement social important, en France et en Europe, qui participera à la construction d'une société nouvelle.

Pour concrétiser ces orientations, Forces militantes pour la démocratie & le socialisme tiendra son Université de rentrée à Cuincy, près de Douai (Nord) les 29, 30 septembre et 1er octobre 2006.

Cette université sera centrée sur la définition collective des modes de rupture avec le libéralisme ambiant et la construction d'une vraie alternative en France, en Europe et dans le Monde